

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1033>



Il n'arrête pas, arrêtons-le !

- Actualités -



Date de mise en ligne : dimanche 15 avril 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Deux mois à peine avant l'élection, le candidat président (ou le président candidat...) pourrait se contenter de faire son bilan...

Affaiblissement des services publics : c'est fait. Privatisations multipliées, destruction bien avancée du système de santé, justice en berne, école à deux ou trois vitesses ... tout ça, ça va, c'est fait.

Politique de répression à la place d'éducation : fait. Les places de prisons sont en train d'être construites en plus, ça fait des commandes pour les amis du BTP, fait !

Baisse du pouvoir d'achat, augmentation du chômage, précarité partout : fait.

Cadeaux fiscaux aux grands patrons en passant : fait.

Mise en place d'une société de plus en plus raciste : fait. On a commencé par les « auvergnats » puis on est passé à l'inégalité des civilisations...

Moins de libertés publiques et privées ...ça aussi, c'est fait.

Bref, le candidat président a bien rempli son mandat.

Il n'a pas fait tout ce qu'il avait promis de faire mais au moins, il a fait ce que nous savions qu'il ferait.

Pas question pour lui cependant de se reposer sur ses acquis et de se contenter de son bilan.

De conférences de presse en discours au « peuple », il nous prédit un avenir radieux.

De Marseille, à Bordeaux, de Montpellier à Villepinte, il nous décrit sa France.

Une France où l'école aurait toujours plus de missions et toujours moins de personnels. Retour à une orientation en fin de 5ème, davantage de présence des enseignants dans les écoles et les établissements, recrutement par les chefs d'établissement, réforme du bac ... tout ça coûtera moins cher !

Une France où la justice serait plus dure, des peines aggravées pour les récidivistes, davantage de places de prison, la fin de la justice des mineurs pour les plus de 16 ans. Une justice dont l'objectif premier sera de dédommager les victimes.

Une France où les immigrés seraient mis à "leur vraie place" : des travailleurs en nombre limité, sans droits politiques, avec des possibilités de regroupement familial encore plus limitées, des immigrés qui surtout ne se feraient pas remarquer.

Une France où l'on ferait appel au peuple chaque fois que ... le Président le voudra...mais pas pour la ratification d'un quelconque traité européen quand même ! Et puis, si le peuple ne fait pas ce qu'on lui demande, on pourra dissoudre le peuple peut-être ?

Une France où le droit de grève, notamment dans les services publics, serait enfin limité. Pas question de laisser les syndicats prendre en otage le pays !

Face à ce qui est fait et à ce qu'on nous promet, le mouvement syndical s'enfonce dans une certaine atonie, pour ne pas dire catatonie. Bien sûr, tout le monde proteste de sa volonté de ne pas faire de trêve électorale, mais en réalité rien ne se passe. Le gouvernement continue de gouverner et d'imposer des mesures réactionnaires...

Face à cette droite arrogante, les syndicalistes que nous sommes doivent avoir trois objectifs : dénoncer sans relâche la politique de terre brûlée du gouvernement, mobiliser les salariés pour bloquer les dernières mesures, convergeant par exemple vers un beau premier mai, et faire que Sarkozy et sa politique soient battus dans les urnes.

Et après... D'autres mobilisations seront nécessaires

Les projets du Parti Socialiste en matière d'éducation sont bien loin de ce que nous portons. Hollande n'envisage aucune véritable rupture avec l'Europe des différents traités, y compris les derniers en gestation.

Il n'envisage pas non plus de revenir sur le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux... car les créations de postes devront être financées par redéploiement.

Le mouvement social, le mouvement syndical, devront être vigilants et capables de mobiliser dès qu'il le faudra.

Elisabeth Hervouet